

Hon. Sir Francis Hincks wished to make some explanations with regard to the position he now held, and also with regard to his position before he entered the Government. He had only been a very few days in Canada last year when he had the honour of being in confidential communication with the hon. gentleman who had been his predecessor, and at that time he (Sir Francis) certainly had not the most remote idea that he would be his successor in office. It was well known that he (Sir Francis) had taken an active part in negotiations and discussions resulting in the Reciprocity Treaty, and there was no hon. gentleman that would not agree that Reciprocity had been of great advantage, not only to this country but to the United States. He was well aware of the state of things in this country when he came back, that various unsuccessful efforts had been made from time to time for a renewal of Reciprocity. At the session of Congress before the present one, resolutions had been unanimously adopted by the House of Representatives, asking the Government of the United States to enter into negotiations with the Canadian Government, with a view to effecting trade relations of a more liberal character than already exist. His own predecessor had been invited to Washington in consequence of that resolution. He then read an extract from the Budget speech of Mr. Rose, in which he referred to the relations of Canada with the United States and foreshadowed the adoption of a national policy. It was with full knowledge that the Government retained sentiments of which Mr. Rose was the exponent, that he (Sir Francis) accepted office. He found that Mr. Rose had been at Washington and there was no reasonable hope that negotiations would result in arrangement satisfactory to Canada and the United States, (hear). Those negotiations had been protracted a considerable time and were in existence during the present session, (hear). Hon. gentlemen would recollect that in discussions which had taken place, the Government had desired to avoid discussion, because negotiations were confidential though not through any desire of the Canadian Government. The Canadian Government did not desire secrecy, but every movement had been made in confidence and they were not justified in view of interests concerned to refuse to entertain those propositions, but they had not been in a position to state positively the Government policy or give exactly the state of negotiations, but these negotiations had not amounted to anything. The Dominion Government were not inclined to stand at trifles, but they were not prepared to sacrifice interests of the country to any demand that might be made upon us, (hear). This was the state of affairs at the commencement, and during the earlier part

L'honorable sir Francis Hincks désire donner quelques explications sur sa position actuelle, et aussi sur celle qu'il avait prise avant de faire partie du Gouvernement. Il n'était au Canada que depuis quelques jours, l'an dernier, lorsqu'il eut l'honneur de s'entretenir, de façon confidentielle, avec son honorable prédécesseur; à ce moment-là, il (sir Francis) n'avait certes pas la moindre idée qu'il allait lui succéder à ce poste. C'est un fait reconnu qu'il (sir Francis) avait participé activement aux négociations qui ont abouti au Traité de Réciprocité, et aucun des honorables membres de cette Chambre n'hésiterait à admettre que ce traité comportait de grands avantages, non seulement pour notre pays, mais également pour les États-Unis. Il n'ignorait pas l'état de choses qui prévalait au pays lors de son retour, à savoir que beaucoup d'efforts infructueux avaient été tentés, à diverses reprises, pour le renouvellement du Traité de Réciprocité. A la session du Congrès qui fut antérieure à celle-ci, la Chambre des Représentants a adopté à l'unanimité une résolution par laquelle elle demandait au Gouvernement des États-Unis d'entreprendre des négociations avec le Gouvernement du Canada en vue de libéraliser les relations commerciales entre les deux pays. A la suite de cette résolution, son propre prédécesseur avait été invité à Washington. Il lit alors un extrait du discours du Budget prononcé par M. Rose, lequel traite des relations du Canada avec les États-Unis, et laisse prévoir l'adoption d'une politique nationale. C'est parce qu'il était convaincu que les sentiments dont M. Rose s'était fait l'interprète, étaient bien ceux du Gouvernement qu'il (sir Francis) a accepté le poste. Il a appris que M. Rose était allé à Washington, mais qu'il n'y avait guère d'espoir que les négociations aboutissent à un accord satisfaisant pour le Canada et les États-Unis. (Bravo!) Ces négociations ont traîné en longueur pendant un temps considérable, et se poursuivent durant la présente session. (Bravo!) L'honorable monsieur se rappellera que, pendant les pourparlers qui ont eu lieu, le Gouvernement désirait éviter toute discussion sur le sujet parce que les négociations étaient confidentielles, non pas par la volonté du Gouvernement canadien cependant. Ce dernier ne désirait pas le secret, mais comme toutes les démarches avaient été confidentielles, il n'était pas justifié, étant donné les intérêts en cause, que l'on refuse d'étudier ces propositions. Le Gouvernement n'était pas à même, toutefois d'exposer la politique gouvernementale de façon explicite, ni de faire connaître exactement l'état des négociations. Ces dernières, cependant, n'ont abouti à rien. Le Gouvernement de la Puissance n'avait pas l'intention de s'arrêter à des vétilles; il n'était pas disposé, non plus, à sacrifier les intérêts du